

## Appréciation portée sur la conjoncture par les délégués aux relations avec l'économie régionale

Résumé du rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de mars 2010

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source supplémentaire d'informations pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats tirés des entretiens sur la situation actuelle et future de l'économie, entretiens qui ont été menés avec quelque 220 représentants des entreprises durant les mois de janvier et de février 2010, sont résumés ci-après.

## Résumé

La reprise économique s'est poursuivie au premier trimestre de 2010. Les entreprises de l'industrie manufacturière ont été nettement plus nombreuses à connaître une tendance à la hausse qu'il y en a encore quelques mois. Dans la plupart des branches, on a constaté une progression modérée de la demande et des chiffres d'affaires en termes réels. Cette évolution a conduit à une réduction du chômage partiel, auquel les entreprises avaient largement recouru auparavant. Etant donné toutefois que le mouvement de reprise est parti d'un niveau très bas, la sous-utilisation des capacités de production reste substantielle dans certaines branches. Comme pour les trimestres précédents, la situation dans la construction et le second œuvre a été favorable. En début d'année, l'activité de construction s'est située à un niveau satisfaisant, voire élevé, et elle est restée stable, s'intensifiant même parfois légèrement. La poursuite d'une tendance modérée-

ment positive a pu aussi être observée dans le secteur des services.

Les perspectives pour les six prochains mois sont prudemment optimistes. Tous les interlocuteurs s'attendent encore à ce que la reprise reste modeste et quelque peu fragile à court terme. Sur le plan international, le climat s'est certes amélioré du fait qu'il a été possible de surmonter la crise financière et que les marchés financiers se sont redressés. Mais une certaine incertitude liée à la crise demeure, surtout en ce qui concerne la durabilité de la reprise. L'état des finances publiques au niveau international et ses possibles répercussions sur les marchés des changes ainsi que sur la propension à consommer et à investir sont autant de sujets d'inquiétude.

D'une manière générale, la situation financière des entreprises devrait s'améliorer, essentiellement grâce à l'augmentation des chiffres d'affaires et, dans de rares cas seulement, à des marges plus élevées.

# 1 Evolution au premier trimestre de 2010

## Industrie

Au quatrième trimestre de 2009, l'industrie manufacturière a connu un net redressement de la demande. Durant les premiers mois de 2010, la tendance positive s'est poursuivie, même si elle a été moins prononcée. Le regain d'activité a concerné aussi certaines branches de l'industrie qui, jusqu'à récemment, se trouvaient encore confrontées à une stagnation ou à un ralentissement de la marche des affaires. Par rapport au quatrième trimestre de 2009, une augmentation des chiffres d'affaires a été constatée sur un large front, encore qu'ils soient restés dans plusieurs cas en-deçà du niveau observé un an auparavant. Concernant les commandes, les carnets ont augmenté, mais les entrées se sont caractérisées par une volatilité inhabituellement élevée.

Le processus d'adaptation des stocks est achevé pour l'essentiel. Pratiquement toutes les entreprises interrogées ont estimé que les stocks de produits finis étaient adéquats. Une nouveau redressement de la demande devrait donc se traduire immédiatement par un accroissement de la production. L'industrie horlogère constitue à cet égard une exception, son stock étant encore supérieur au niveau souhaité.

La reprise a concerné surtout la métallurgie et l'industrie des machines, même si l'évolution a beaucoup varié d'une entreprise à l'autre. De même, les segments de la chimie qui fabriquent des produits en amont pour l'industrie manufacturière ont connu une amélioration au premier trimestre de 2010. La tendance positive s'est poursuivie dans l'industrie pharmaceutique et celle des produits alimentaires. Les chiffres d'affaires sont restés à un niveau très faible uniquement dans l'industrie textile et l'habillement.

Alors qu'au second semestre de 2009 le redressement de la demande avait émané essentiellement des marchés émergents, les entrées de commandes sont venues de l'ensemble des marchés au début de 2010. La demande d'Extrême-Orient a continué à jouer un rôle de soutien, tandis que les commandes provenant des marchés traditionnels (Etats-Unis, zone euro et Suisse) se sont accrues. Dans la zone euro en particulier, la vigueur de la demande a varié considérablement selon les pays et dans le temps.

## Construction

Au premier trimestre, les chiffres d'affaires et les carnets de commandes dans la construction se sont situés nettement au-delà du niveau observé un an auparavant. Par rapport au quatrième trimestre de 2009, la tendance était encore positive, bien que s'inscrivant dans une dynamique de ralentissement, une évolution qui pourrait s'expliquer en partie par les conditions climatiques défavorables. L'immobilier résidentiel et le génie civil ont de nouveau stimulé la croissance, tandis que la construction d'immeubles industriels et commerciaux a évolué faiblement. Dans l'ensemble, les interlocuteurs s'attendent, pour les prochains mois, à ce que la marche des affaires reste stable, voire progresse légèrement.

## Services

Les chiffres d'affaires du secteur des services se situent globalement au même niveau que celui de la même période de 2009. Une tendance positive a été observée du quatrième trimestre de 2009 au premier trimestre de 2010. Les moteurs de la croissance ont été très nettement les fournisseurs de services informatiques destinés aux entreprises, mais aussi le commerce de détail, les transports, les agences de voyages et les banques. Des signes de reprise clairs, partant d'un niveau bas, ont aussi été donnés par les entreprises axées sur les voyages d'affaires, les séminaires et les congrès. Par contre, les chiffres d'affaires de l'hôtellerie centrée sur le tourisme et ceux de la restauration ont de nouveau baissé, notamment dans le segment haut de gamme. Cette évolution est essentiellement due à un nouveau recul de la clientèle étrangère. La logistique a elle aussi accusé un repli.

Grâce à une nette reprise durant le deuxième semestre de 2009, les chiffres d'affaires du secteur bancaire se sont situés, au début de 2010, environ au niveau de l'année précédente. Cependant, la dynamique positive s'est affaiblie par rapport au trimestre précédent. Le volume de crédit a continué à progresser, notamment pour les crédits hypothécaires, mais les marges d'intérêts sont restées très faibles. Une croissance positive a pu être observée également dans les opérations de négoce et le financement du commerce extérieur.

## 2 Utilisation des capacités de production

Au premier trimestre de 2010, de grandes disparités ont de nouveau été constatées dans l'utilisation des capacités de production selon le secteur économique et la branche. Dans l'industrie manufacturière, les capacités de production ont été encore largement sous-utilisées, à un degré néanmoins très variable d'une branche à l'autre. La sous-utilisation est restée particulièrement marquée dans la métallurgie, le textile et l'habillement ainsi que chez les fabricants de pièces automobiles. Elle a été plus faible dans l'industrie des machines et de l'électronique. En revanche, l'utilisation des capacités s'est avérée normale, voire élevée, dans l'industrie pharmaceutique, des denrées alimentaires et des matières plastiques.

Dans le secteur de la construction, l'utilisation des capacités de production est généralement restée très satisfaisante, notamment dans le secteur du second œuvre. Dans la plupart des cas, les projets de travaux garantissent la pleine utilisation des capacités techniques pour plusieurs mois. Les entreprises spécialisées dans la construction d'immeubles industriels et commerciaux constituent une exception, l'utilisation des capacités ayant été légèrement insuffisante.

Dans le secteur des services aussi, les capacités de production ont été généralement sous-utilisées. Ce phénomène a été particulièrement marqué dans le commerce de gros, dans la branche des voyages et dans la logistique. Dans les secteurs des transports, des banques et des assurances ainsi que dans l'hôtellerie et la restauration, l'utilisation des capacités s'est également révélée insuffisante. Dans le commerce de détail, ce sont surtout les fournisseurs spécialisés en biens de consommation durables (aménagement du logement, électronique, habillement haut de gamme) qui ont été affectés. Mais certains grands magasins et centres commerciaux diversifiés ont été eux aussi confrontés à des surcapacités.

## 3 Demande de main-d'œuvre

La reprise de la production dans l'industrie manufacturière a amené les entreprises à faire davantage appel à la main-d'œuvre. L'excédent de main-d'œuvre, qui était auparavant considérable, s'est résorbé en conséquence. Plusieurs des entreprises interrogées ont supprimé le chômage partiel au début de l'année. Dans quelques cas, des heures supplémentaires ont été effectuées et il a même été question, ponctuellement, d'engager du personnel temporaire. Malgré cette amélioration, encore un quart des entreprises industrielles contactées qualifient leurs effectifs de trop élevés, voire de nettement trop élevés. Dans un avenir proche, même les entreprises dont les capacités sont bien utilisées se montreront très prudentes quant au recrutement de nouveaux collaborateurs permanents. En fin de compte, l'emploi dans l'industrie manufacturière devrait légèrement reculer au cours des six prochains mois. Il faudra revenir à une productivité accrue pour être à même d'assurer l'accroissement de la production.

Dans le secteur de la construction, les entreprises interrogées ont estimé que le niveau de l'emploi restait largement adéquat. Compte tenu des perspectives quant à la marche des affaires, elles s'attendent à ce que l'emploi reste stable. Dans ce secteur aussi, les entreprises qui tablaient sur un nombre croissant de commandes à court terme prévoient d'engager du personnel temporaire si nécessaire.

Dans le secteur des services, l'emploi correspond au niveau souhaité. Pour les prochains mois, seuls les secteurs des services informatiques et du conseil aux entreprises et, en partie, ceux des banques et des assurances prévoient des emplois supplémentaires.

Des spécialistes sont ponctuellement recherchés dans différentes branches. A cet égard, les interlocuteurs sont nombreux à constater que la récession n'a pas amené de détente importante sur le marché du travail. Alors qu'il est plus facile que jamais de recruter de la main-d'œuvre peu qualifiée, trouver des spécialistes (chimistes, laborantins, techniciens, ingénieurs du bâtiment, spécialistes de la finance, cadres) reste ardu. Il a aussi été constaté à plusieurs reprises que, dans les circonstances actuelles, les employés hésitent à prendre le risque de changer d'employeur.

## 4 Conditions de crédit

Compte tenu de la conjoncture, les entreprises considèrent dans leur grande majorité que la politique de crédit des banques est normale.

Dans l'industrie manufacturière, l'hôtellerie et la restauration, de même que dans les services de transport, il a parfois été fait état d'une attitude restrictive et hostile aux risques en matière d'octroi de crédits.

Inversement, les entreprises de construction considèrent que la politique de crédit des banques ne pose aucun problème, voire qu'elle est généreuse. Ce jugement se fonde sur la bonne situation du marché et les perspectives encourageantes. Les banques interrogées considèrent quant à elles que la faible évolution des crédits aux entreprises est due à un manque de vigueur de la demande, qu'elles attribuent à deux facteurs: les dépenses d'investissement globalement modérées et la très bonne situation de nombreuses entreprises, en termes de liquidités.

## 5 Prix, marges et situation bénéficiaire

Dans leur grande majorité, les interlocuteurs estiment qu'à court terme, seul un accroissement des chiffres d'affaires permettra d'améliorer la situation bénéficiaire. Dans l'industrie manufacturière, la récession réduit nettement les marges. Au début de 2010, celles-ci sont restées en moyenne sensiblement inférieures à leur niveau habituel. La faiblesse de la demande ainsi qu'une concurrence accrue due aux surcapacités à l'échelle mondiale ont été les facteurs indiqués pour expliquer cette évolution. Dans l'industrie d'exportation, le relèvement du taux de change a été source de difficultés supplémentaires, étant donné que les prix en monnaies locales, notamment dans la zone euro, n'ont pas pu être augmentés en conséquence. A court terme, les marges bénéficiaires devraient rester sous pression. D'une part, on s'attend à une légère progression des prix d'achat, en particulier pour les matières premières. D'autre part, les entreprises qui prévoient de réviser à la hausse les prix de vente constituent une exception. D'une manière générale, on s'attend à une stagnation, voire à un nouveau recul des prix de vente.

Dans le secteur de la construction, les marges sont globalement considérées comme normales. Dans la construction de logements et le génie civil, la concurrence reste marquée. Des marges plus élevées semblent donc difficilement réalisables malgré la longue phase d'expansion et le bon taux d'utilisation des capacités de production. Dans la construction de bâtiments industriels et commerciaux, la demande plutôt faible est rendue responsable des marges insuffisantes. Plusieurs des entreprises interrogées prévoient d'imposer ponctuellement de légères augmentations de prix, qui, toutefois, ne compenseraient que partiellement la hausse attendue des prix d'achat.

Les banques, les agences de voyage, les entreprises de logistique ainsi que l'hôtellerie et la restauration axées sur le tourisme se voient confrontées à des marges bénéficiaires nettement inférieures à la moyenne. Les assurances et les activités de conseil ont jugé leurs marges un peu moins élevées que d'habitude. Dans le commerce de gros et de détail, les marges ont été considérées comme normales. Ici, l'environnement continue à évoluer: tous les interlocuteurs ont fait état d'une tendance à la baisse des prix impossible à enrayer. Certes les entreprises devraient pouvoir bénéficier, à l'avenir, d'un recul des prix à moyen terme d'acquisition grâce à l'application du principe du Cassis de Dijon et à des stratégies d'achat plus efficaces. Mais cela ne suffira pas: afin de maintenir les marges, tous les fournisseurs visent, en plus, une optimisation des processus et des gains de productivité.

## 6 Perspectives

Les attentes pour les six prochains mois sont prudemment optimistes. Elles indiquent la poursuite d'une reprise économique modérée. Dans l'industrie manufacturière, les entreprises tablent en grande majorité sur une légère progression des chiffres d'affaires. L'utilisation des capacités de production devrait s'améliorer, mais seulement dans une mesure limitée. Les entreprises prévoient de continuer à réduire le chômage partiel et d'accroître la productivité du travail pour pouvoir assurer l'accroissement de la production.

Dans le secteur principal de la construction, les entreprises s'attendent à une stagnation des chiffres d'affaires, alors que le secteur du second

œuvre prévoit quant à lui une augmentation de ceux-ci. L'utilisation des capacités de production devrait rester pratiquement la même dans les deux branches.

Les prévisions au sein du secteur des services sont divergentes. Les détaillants sont prudents: d'après les interlocuteurs, la dynamique salariale modeste, l'augmentation des primes des caisses-maladie et le chômage ressenti devraient entraîner une stagnation des chiffres d'affaires. L'hôtellerie et la restauration tablent sur une évolution comparable. En revanche, les banques et les compagnies d'assurances, les prestataires de services informatiques, les conseillers aux entreprises, les conseillers en personnel, les agences de placement, les agences de voyage et les organisateurs de congrès sont nettement plus confiants. Les interlocuteurs issus de ces branches s'attendent en effet à une accélération de la dynamique de croissance pour les six prochains mois. Mais le secteur des services prévoit en moyenne uniquement une faible hausse du taux d'utilisation des capacités de production.

Ces attentes prudentes freinent les plans d'investissement des entreprises. Selon les interlocuteurs, les investissements en bien d'équipement et en constructions ne devraient augmenter que très légèrement.